
N° 4 | 2023

Violences contemporaines : la prison en question en Afrique de l'Ouest

Représentations sociales des pratiques de la police nationale et recours à la violence au sein des populations en période électorale à Abidjan

Kouakou DANIEL YAO Enseignant-Chercheur

GERS

UFR Sciences Humaines et Sociales

Université Jean Lorougnon Guédé , Daloa

Kouakou RODOLPHE MENZAN Enseignant-Chercheur

Laboratoire D'études Et De Prévention En Psychoéducation

École Normale Supérieure d'Abidjan

Bakary OUATTARA Docteur

UFR Criminologie

Université Houphouët-Boigny

Université Houphouët-Boigny, Abidjan

Édition électronique :

URL :

<https://revue-crimen.numerev.com/articles/revue-4/2812-representations-sociales-des-pratiques-de-la-police-nationale-et-recours-a-la-violence-au-sein-des-populations-en-periode-electorale-a-abidjan>

ISSN : 2782-0106

Date de publication : 01/01/2023

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : DANIEL YAO, K., RODOLPHE MENZAN, K., OUATTARA, B. (2023) Représentations sociales des pratiques de la police nationale et recours à la violence au sein des populations en période électorale à Abidjan. *Revue CRIMEN*, (4). <https://doi.org/10.34745/>

La présente traite du problème de la persistance des confrontations violentes entre police et populations en période électorale sous l'angle théorique des représentations sociales. Elle a pour objectif de comprendre, sous le prisme des représentations sociales, les rapports des populations aux actions de la police dans un contexte électoral où les motifs de recours à la violence font saillance. La méthodologie adossée au modèle structural des représentations sociales mobilise un échantillon de 72 participants issus d'une approche empirique dans 3 communes du district d'Abidjan, auquel est adressé un questionnaire d'évocations hiérarchisées. L'analyse et le traitement des données mobilisent les analyses prototypique, catégorielle et les statistiques inférentielles. Les principaux résultats indiquent que les représentations sociales associées à la police par les participants sont de valence négative. Celles relatives aux actions de la police nationale en période électorale présentent une ambivalence chez les populations selon leur statut social et leur niveau de confiance en l'institution policière. Dans ce sens, l'étude retient que le recours aux actes de violence contre les forces de sécurité en période électorale chez les populations investiguées est lié à la prégnance dans leur champ représentationnel d'items discréditant les actions de la police nationale dans sa régulation quotidienne.

Abstract : The present study poses the problem of the persistence of violent confrontations between the police and the Populations as a disturbance to public order and to the stability of the country. Its objective is to understand, through the prism of their social representations, the relationship of the populations to the actions of the police in an electoral context where the motives for resorting to violence stand out. The methodology based on the structural model of social representations mobilizes a sample of 72 participants from a non-probabilistic approach in 3 communes of the district of Abidjan, to which a hierarchical evocation questionnaire is administered. Data analysis and processing employ prototypical, categorical, and inferential statistics analyzes. The main results indicate that the actions of the National police during an election period suffer from a social representation of an ambivalent nature among the populations according to their social status and their level of confidence in the police institution. In this sense, the study retains that the recourse to acts of violence against the security forces during electoral periods among the populations investigated is linked to the significance in their representational field of items discrediting and incriminating the actions initiated by the National police in its daily regulation.

Mots-clés :

Violence, Représentations Sociales, Police, Élections, Abidjan, Pratique sociale

La sécurité des personnes et des biens est un droit reconnu par les textes internationaux et nationaux. Ces dispositions juridiques consacrent la nécessité pour les Etats de garantir une protection en tout temps et en tout lieu des populations et de leurs biens. L'article 12 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 soutient ce postulat en ces termes : « la garantie des droits de l'Homme et du Citoyen nécessite une force publique : cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée » (Conac, 1993).

Libellée comme tel, la garantie de l'exercice des droits et des libertés fondamentales est l'une des raisons qui fondent l'existence d'une police républicaine. En Côte d'Ivoire, la sécurité des personnes et des biens relève fondamentalement de la police nationale créée en 1961. Cette institution est le garant de l'ordre public, du respect et de l'application des lois comme le prévoit sa mission aux termes de la loi n° 2001-479 du 9 août 2001 portant statut des personnels de la police nationale : « elle concourt, sur l'ensemble du territoire, à la garantie des libertés et à la défense des Institutions de la République, au maintien de la paix et de l'ordre public et à la protection des personnes et des biens ».

Pour autant, cette mission régalienne au service de la protection des populations et de leurs biens ne bénéficie pas toujours de l'assentiment des communautés, surtout lors des manifestations et du maintien de l'ordre en période électorale (Akindès, 2007 ; Yao, 2014a, 2014b ; 2015 ; Doumbia, 2016). Les actes de défiance à l'encontre de la police nationale et les confrontations violentes entre populations et agents de police, enregistrés au cours des dernières élections, soulèvent l'épineuse question de la crise de confiance entre l'institution et les populations qu'elle est censée servir. Cette conjoncture adresse incidemment, les thématiques de menace pour le développement social et de la paix publique.

Sur ce point, plusieurs travaux contribuent à documenter quantitativement et qualitativement l'objet social analysé dans la présente contribution. Ainsi, pendant la période 1999-2002, Le Pape (2003) rapporte des brutalités commises constamment par les « corps habillés » (militaires, gendarmes, policiers, douaniers), contre des manifestants, des quartiers, des corporations professionnelles, des propriétaires ruraux, certaines catégories d'étrangers, des personnes originaires du Nord, des responsables et des militants politiques, des journalistes, etc. Human Rights Watch (2012) établit de même que des exactions commises lors des journées du 24, 25 et 26 octobre 2000 par les forces de sécurité contre les populations manifestantes ont causé plus de 150 pertes en vies humaines. Ces affrontements violents et meurtriers entre police et populations sont enregistrés à nouveau en mars 2004 et en 2010-2011 (Houngnikpo, 2012 ; Doumbia, 2016). Doumbia (2016) explique qu'au vu des rapports d'enquête, tout laisse penser que l'objectif des forces de sécurité est de punir, voire d'infliger des coups décisifs à l'adversaire (les populations manifestantes) comme s'il s'agissait d'une

guerre. À cette fin, et contrairement à la doctrine classique du maintien de l'ordre qui commande de laisser des échappatoires aux manifestants, de n'utiliser la force létale qu'en dernier ressort et d'éviter de donner la chasse aux fuyards, les groupes de manifestants sont pris en tenaille, ciblés ouvertement avec des tirs à balles réelles.

Ainsi, la gestion des « humeurs des foules » fait l'objet de multiples théorisations sous la plume de divers acteurs notamment les socio-anthropologues, politologues, juristes ou encore les criminologues. Néanmoins, ces travaux sont ancrés dans de grandes doctrines de policing des manifestations. La première renvoie à la doctrine classique du maintien de l'ordre qui fait intervenir les inputs comme : 1° le principe de la subordination à l'autorité politique des agents sur le terrain¹ ; 2° la compétence des acteurs/policiers. Ces deux premiers aspects sont documentés par plusieurs travaux avec à titre illustratif, Berlière (1996) et Filleule (1997), et impliquent une parfaite formation et professionnalisation du métier de policier, spécifiquement dans le maintien de l'ordre avec des unités adaptées comme la Compagnie républicaine de sécurité (CRS) (Gleizal, 1992) ; 3° Le dernier critère est relatif aux moyens conventionnels sollicités pour opérer le maintien de l'ordre. A ce propos, il convient de retenir l'existence des polémiques opposant les pro et anti armes létales (taser, irritants chimiques - gaz lacrymogènes- et flashball). Les premiers insistent sur la nécessité de doter les policiers d'atouts dissuasifs tandis que les seconds arguent la nécessité de « pacifier » l'intervention (Doumbia, 2016 ; Yao, 2015).

Au demeurant, les différents styles de policing sont définis en référence à la distance qu'ils entretiennent avec le style standard légaliste et répressif dont la teneur consiste à disperser automatiquement les manifestants à coup de lacrymogène (Doumbia, 2016). Les « managements » de maintien de l'ordre sont susceptibles d'être catégorisés comme 1° standards ou paternalistes, 2° répressifs ou, au final, 3° déviants ou dérogatoires.

Néanmoins, Doumbia (2016), Lefebvre (1991) et Yao (2015), avancent le postulat selon lequel, les « charges » policières seraient consécutives aussi au comportement collectif de la foule, tel que perçu et interprété par les policiers, lors des manifestations urbaines. Ainsi, le style de policing est également corrélé au type de manifestation : « Le style paternaliste est utilisé pour les manifestations sociales par opposition aux manifestations politiques. L'attitude de la foule dans les deux situations est en effet différente. La police et le pouvoir politique ne sont pas les seuls en cause, les manifestants participent aussi à la production de la violence » (Doumbia, 2016).

Le management légaliste des mouvements ou manifestations collectives renvoie au contexte d'escalade de la force où l'action de la police oscille entre les pôles répressif et paternaliste selon la perception que se font les forces de l'ordre des participants à la contestation collective (foule hostile vs foule calme ou « amicale »). La catégorisation de la foule agissante procède de la hiérarchisation des moyens utilisés avec pour seuil : 1) pancartes et slogans vs haies policières impassibles ; 2) cailloux des manifestants vs armes incapacitantes (gaz lacrymogènes, taser, flashball, etc.) ; 3) usage des armes létales de part et d'autre avec des éléments crescendo en termes de destructions de

biens publics et privés, blessés et pertes en vies humaines.

En réponse à ces dérives qui menacent la paix sociale et accentuent la crise de confiance entre les populations et la police, les autorités ivoiriennes ont entrepris, depuis 2012, à travers la loi de programmation de la sécurité intérieure et la réforme du secteur de la sécurité (RSS), de multiples réformes. L'adoption de la doctrine de police de proximité et la mise en place des comités consultatifs d'éthique dans l'ensemble des commissariats sont autant de stratégies majeures qui visent à raffermir la confiance police-population.

Ces mesures ont permis de rehausser le sentiment d'utilité de la police nationale (Doumbia, 2016 ; Yébouet, 2006), et de susciter la confiance au sein des populations.

Toutefois, les récentes élections de 2016, 2018 et 2020 en Côte d'Ivoire (Babo, 2021 ; Human Rights Watch, 2013 ; Yao, Méité et Bendé, 2017), ont vu resurgir des actes de défiance envers les forces de police, allant jusqu'à des affrontements violents. Dès lors, ces confrontations violentes entre populations et police, surtout dans des contextes électoraux, semblent poser le problème de la légitimité des institutions sécuritaires étatiques et de leurs actions. Les participants aux manifestations suscitées en période électorale, semblent ainsi moins enclins à se soumettre à l'autorité des forces de sécurité, et prêts à s'y opposer ; aspect qui rompt avec la routine habituelle faite de déférence ou de peur du policier (Babo, 2021 ; Doumbia, 2016 ; Houngnikpo, 2012 ; Yao, 2014a, 2014b).

Au-delà de la multiplicité d'études centrées sur le décryptage des facteurs explicatifs liés aux affrontements violents (Alihodzic et Asplund, 2013 ; Doumbia, 2016 ; Kra, 2019 ; Yao, 2014a, 2014b, 2015), il apparaît toutefois que le contexte électoral dans lequel se déroulent ces violences, n'ait pas été suffisamment questionné en tant que variable pivot.

Dès lors, en nous inscrivant dans la pensée de Moscovici (1961), nous convenons que la théorie des représentations sociales est à même de donner sens à cette interaction conflictuelle entre certains groupes de la population et les agents de la police nationale. Selon Abric (1994), elles sont « l'ensemble organisé et hiérarchisé des jugements, des attitudes et des informations qu'un groupe social donné élabore à propos d'un objet ». Elles présentent des fonctions de « savoir » (destinées à comprendre et à expliquer la réalité, 1994, p. 15), « identitaire » (définir l'identité du groupe et permettre la sauvegarde de sa spécificité, 1994, p. 16). Ainsi, ce référent théorique permet-il de justifier des conduites et l'orientation des conduites et de comprendre les logiques sociocognitives qui soutiennent ces actes de défiance et de violence, en contexte général et électoral en particulier. Les représentations sociales offrent un cadre pertinent d'analyse des prises de position des individus ainsi que des dynamiques qui influencent le recours à la violence face aux forces de sécurité.

L'articulation de tous ces constats contribue à poser le problème dans la présente réflexion de la persistance des confrontations violentes entre police nationale et

certains groupes de populations comme facteur de troubles pour la paix publique en période électorale. Ces mouvements de violences urbaines sont-ils en continuité ou au contraire en rupture d'avec les représentations sociales de la police en situation hors élection ?

L'hypothèse retenue dans la présente recherche anticipe le fait que le recours à la violence chez des populations contre les forces de sécurité en période électorale est lié à la prégnance dans leur champ représentationnel d'items discréditant et incriminant les actions initiées par la police. De ce fait, l'objectif général de cette étude est de comprendre sous le prisme de leurs représentations sociales, le rapport des populations aux actions de la police dans un contexte électoral et les motifs de recours à la violence.

De manière spécifique, il s'agit d'identifier les représentations sociales de la « police en général », « les élections » et les « actions de la police en période électorale » et d'analyser les dynamiques sociocognitives qui motivent le recours ou non à la violence chez les populations face aux forces de sécurité en période électorale.

I. Méthodologie de l'étude

1. Site et participants de l'étude

La présente étude s'inscrit dans une approche mixte. Ainsi, une triangulation méthodologique (la police en général, les élections et les « actions de la police en période électorale) est mobilisée pour approcher au mieux, les logiques sociocognitives qui expliquent la crise de confiance analysée (Apostolidis, 2006² ; Yao, 2014a, 2015 ; Doumbia, 2016). Les participants à la présente sont retenus à travers un échantillonnage de type occasionnel rencontré dans la ville d'Abidjan, notamment dans les communes de Yopougon, Abobo et Port-Bouët qui sont des localités où se déroulent régulièrement ces affrontements police/manifestants (Doumbia, 2016 ; Human Rights Watch, 2013 ; Yao, Méité et Bendé, 2017 ; Yao, 2014a, 2015). L'activation des réseaux de jeunes construits au fil des terrains précédents nous a permis de les atteindre de manière spécifique (Yao, 2014a, 2014b, 2015) (voir tableau 1).

Tableau 1 : Description de l'échantillon d'étude en fonction des variables sexe, âge et statut

Catégories	Modalités	Effectif	Pourcentage
Sexe	Masculin	44	61%
	Féminin	28	39%
	<i>Sous-total</i>	72	100%
Age	Moins de 18 ans	17	24%
	Entre 18 et 35 ans	46	64%
	Plus de 35 ans	9	12%
	<i>Sous-total</i>	72	100%
Statut	Manifestant pacifique	34	47%
	Manifestant violent	38	53%
	<i>Sous-total</i>	72	100%

Source : Enquête, 2021

2. Outils de recueil de données

Les données sont collectées à travers un questionnaire élaboré autour de deux parties essentielles. La première est liée au recueil des représentations sociales avec les trois zones d'évocations hiérarchisées (Abric, 2003). Le sujet formule d'abord spontanément des mots ou évocations relativement à « la police en général », ensuite sur « les élections » et enfin sur « les actions de la police en période électorale ». Il leur est demandé ensuite de classer ces items par ordre d'importance (Vergès, 1992).

La seconde partie du questionnaire est inhérente à l'appréhension du recours à la violence face à la police chez les enquêtés, et leurs caractéristiques sociodémographiques personnelles, à travers certaines questions spécifiques. En clair, cette partie du questionnaire contribue à mettre en évidence chez les sujets investigués, leurs caractéristiques personnelles (âge, sexe, statut, etc.) ainsi que leur positionnement face aux actions de la police en période électorale (Yao, 2015 ; Yao, Méité et Bendé, 2017).

3. Techniques et méthodes de traitement de données

L'analyse prototypique est opérationnalisée dans la présente étude afin d'analyser les items résultant des évocations hiérarchisées. Les indicateurs de centralité (fréquence d'apparition/saillance des mots-importance accordée par le sujet à ces mêmes productions) sont pris en compte (Vergès, 1992 ; Abric, 2003), avec le logiciel Evoc 2005. Cette démarche permet d'obtenir le tableau à 4 cases qui fournit une présomption sur la représentation sociale de l'objet analysée³.

L'analyse catégorielle consiste à regrouper dans des catégories ad hoc les mots qui sont proches d'un point de vue sémantique. On crée autant de catégories que nécessaire pour classer toutes les évocations des sujets. Cette démarche permet d'approfondir l'analyse prototypique et de vérifier que les mots repérés par la première analyse

relèvent bien des thèmes les plus récurrents dans les réponses des sujets car certains thèmes peuvent contenir une multitude de synonymes qui n'apparaîtront pas forcément dans l'analyse prototypique (Vergès, 1992 ; Abric, 2003).

Les données recueillies ont fait l'objet de traitement avec les statistiques inférentielles (test de Khi-deux de Pearson et V de Cramer) par le biais du logiciel SPSS v26 afin de mesurer la force du lien entre le recours à la violence lors des manifestations et le niveau de confiance en la police chez certains groupes de populations.

II. Résultats de l'étude

Les résultats de l'étude s'articulent autour de deux points majeurs relatifs d'une part à l'étude des évocations hiérarchisées liées aux représentations sociales de la police et des élections et d'autre part à la détermination des logiques de recours à la violence par les participants face aux actions de la police en période électorale.

1. Identification des représentations sociales de la police, des élections et de la police en contexte électoral

En cohérence avec le protocole méthodologique, la présente étude identifie d'abord les représentations sociales de la « police nationale », ensuite celles liées aux « élections », enfin celles des « actions de la police en période électorale ».

1.1. Représentations sociales de la police en général chez les participants

Les résultats obtenus sont relatifs aux représentations sociales de la police en général chez l'ensemble des populations participantes.

Tableau 2 : Caractéristiques des résultats liés aux représentations sociales de la « police en général » chez l'ensemble des participants

Nombre d'items évoqués	Nombre d'items différents	Hapax	Indice de rareté
354	106	44	12,42 %

Source : Enquête, 2021.

L'indice de rareté de 12,42 % est très faible, mais marque une certaine individualité des réponses (44 hapax). On observe que, par rapport au nombre total d'occurrences (354 items évoqués) sur la police en général, les participants à l'enquête n'utilisent globalement que peu de mots pour exprimer leur représentation (87,58 % des productions). Cela conforte l'idée de l'existence d'une certaine stéréotypie de réponses.

Tableau 3 : Répartition des évocations sur la police en général en fonction du rang et de la fréquence chez l'ensemble des participants

	Rang Moyen < 2,6		Rang Moyen ≥ 2,6	
Fréquence ≥ 12	Corruption	45 2,51	Abus de pouvoir	12 3,00
	Racket	16 2,38	Violences	28 3,07
	Sécurité	19 1,47		
Fréquence < 12	Désorganisation	4 1,00	Bavures	4 3,25
	Incompétence	4 2,50	Crimes	5 3,40
			Lenteur	4 5,00
			Manipulation	4 3,00
			Manque de motivation	4 4,00
			Non-respect	5 3,60
			Pas confiance	6 3,83

Source : Enquête, 2021.

Nombre total de mots différents : 106

Nombre total de mots cités : 354

Moyenne générale des rangs : 2.96

Les résultats indiquent que trois items constituent probablement le noyau central de la représentation de la police. Les participants à l'étude construisent la police nationale comme une force dédiée à la « sécurité » des personnes et des biens, même si cette Institution est minée par certaines pratiques dérogatoires à l'instar de « corruption » et « racket » qui sont prégnantes dans le champ représentationnel.

Cette dépréciation de la police trouve son prolongement dans la première périphérie

des sujets qui l'associent à une force qui « abuse de son pouvoir pour commettre des violences, des bavures, etc. » Des items relatifs aux causes de la « désorganisation », de l'« incompetence » de la police renvoient au manque de formation et au manque de motivation. Cette situation est susceptible de nourrir le sentiment de crise de confiance en l'institution policière.

Au final, les représentations sociales de la police en général sont saturées d'items à connotation dévalorisante, même si la mission sécuritaire qui lui est assignée est reconnue de tous. Qu'en est-il à présent des représentations sociales des élections chez les répondants ?

1.2. Représentations sociales des élections chez les participants

Les résultats obtenus concernent des indicateurs liés aux représentations sociales des élections chez l'ensemble des répondants.

Tableau 4 : Caractéristiques des résultats liés aux représentations sociales des élections chez l'ensemble des participants

Nombre d'items évoqués	Nombre d'items différents	Hapax	Indice de rareté
359	135	70	19,49 %

Source : Enquête, 2021.

La faible valeur de l'indice de rareté (19,49 %) indique une homogénéité relative au niveau des productions discursives des enquêtés. La variabilité interindividuelle de la représentation sociale des élections est ainsi moins importante et cela présume dans un premier temps d'une possible uniformité chez les participants.

Tableau 5 : Répartition des évocations sur les élections en fonction du rang et de la fréquence chez l'ensemble des participants

	Rang Moyen < 2,2		Rang Moyen ≥ 2,2	
Fréquence ≥ 8	Démocratie	8 2,00	Gaz lacrymogène	8 3,00
	Peur	12 1,92	Manifestations	14 2,21
	Sécurité	11 2,00	Politique	8 3,25
			Protection	9 3,22
			Violences	22 2,23
Fréquence < 8	Impartialité	7 2,14	Bavures policières	5 3,60
	Maintien de l'ordre	1,83	Blessés	5 3,00
	Vote	6 2,00	Contestations	6 4,00
			Crise	6 4,00
			Ordre	6 2,50
			Paix	6 2,33

Source : Enquête, 2021.

Nombre total de mots différents : 135

Nombre total de mots cités : 359

Moyenne générale des rangs : 2.96

L'analyse suggère une possible centralité centrée sur trois évocations. Les participants évoquent la « démocratie » comme un élément représentationnel central des élections. Les élections apparaissent comme un processus garantissant la « démocratie » dans un environnement sécurisé, d'où la convocation de l'item « sécurité ». Toutefois, il apparaît que les élections suscitent aussi un sentiment de « peur » chez les participants, en raison surtout de la prégnance de certains items conflictuels dans la première périphérie : « gaz lacrymogène, manifestation, violence ». Il convient néanmoins de retenir l'existence d'un sous-groupe de participants qui souligne que les pratiques électorales sont conduites avec « impartialité » avec des items comme « maintien de l'ordre » et « vote » qui règnent durant le processus électoral.

Retenons in fine que la structure des représentations sociales des élections renvoie aux aspects sécuritaires et violents des élections, toute chose qui contredit les valeurs et principes démocratiques selon les participants à l'étude.

1.3. Représentations sociales des actions de la police en période électorale

Les résultats obtenus sont relatifs aux représentations sociales des « actions de la

police en période électorale » chez l'ensemble des populations participantes.

Tableau 6 : Caractéristiques des résultats liés aux représentations sociales des actions de la police en période électorale chez l'ensemble des participants

Nombre d'items évoqués	Nombre d'items différents	Hapax	Indice de rareté
358	145	70	19,55 %

Source : Enquête, 2021.

Sur l'ensemble des évocations produites (N = 358) par les participants à l'étude, 70 hapax sont identifiés, soit un indice de rareté de 19,55 %. Cet indice de rareté faible indique que les participants à l'enquête n'utilisent globalement que peu de mots différents pour exprimer leur représentation (80,45 % des productions). Il se dégage ainsi une certaine homogénéité au niveau des représentations sociales des actions de la police en période électorale.

Tableau 7 : Répartition des évocations sur les actions de la police en période électorale en fonction du rang et de la fréquence chez les sujets

	Rang Moyen < 2,3		Rang Moyen ≥ 2,3	
Fréquence ≥ 10	Ordre	11 2.00	Affrontements	12 3.42
	Sécurité	23 1.96	Complicité pouvoir	10 3.10
	Violences	19 2.00	Maintien de l'ordre	10 2.30
			Protection	11 3.18
Fréquence < 10	Insécurité	4 1.00	Bavure	4 4.25
	Paix	7 2.29	Blessés	5 3.00
	Tirs	4 2.25	Justice	7 3.00

Source : Enquête, 2021

Nombre total de mots différents : 145

Nombre total de mots cités : 358

Moyenne générale des rangs : 2.97

L'analyse prototypique des évocations révèle au niveau du noyau central que les actions de la police en période électorale renvoient à des considérations d'ordre sécuritaire avec des items comme « ordre, sécurité ». Cette connotation sécuritaire est en lien avec d'autres items comme les « violences » qui saturent l'intervention des forces de police, selon les répondants, durant les élections (voir première périphérie).

Au final, les actions de la police en période électorale sont partagées entre deux visions contradictoires : elles sont assimilées d'une part à un impératif sécuritaire lié à la protection des biens et des personnes et à l'accomplissement d'actions violentes visant à réprimer les manifestations avec la complicité du pouvoir en place. Ces acquis soulignent la nécessité de procéder à présent à une approche comparative des représentations sociales selon le filtre discriminant du caractère de la manifestation à laquelle ont pris part les participants de l'étude.

2. Analyse des dynamiques sociocognitives du recours ou non à la violence chez les populations face aux policiers en période électorale

2.1. Discrimination des représentations sociales des actions de la police en période électorale selon le statut des manifestants

Dans le but de saisir les logiques sociocognitives qui structurent et conditionnent le recours à la violence ou non chez les populations, nous avons procédé à une approche comparative des représentations sociales selon le statut des manifestants.

Tableau 8 : Répartition comparée des évocations sur les actions de la police en période électorale selon le statut des manifestants investigués

Dimensions	Pacifiques		Violents	
Système central	Ordre	6 2,00	Ordre	5 2,00
	Sécurité	16 2,00	Sécurité	7 1,86
			Violences	10 1,90
Système périphérique	Affrontements	6 3,33	Affrontements	5 3,20
	Justice	6 2,83	Blessés	5 3,00
	Maintien de l'ordre	6 2,17	Complicité pouvoir	8 3,00
	Organisation	6 4,00	Protection	8 3,00
	Paix	5 2,00	Impartial	3 1,67
	Violence	5 1,60	Insécurité	4 1,00

Source : Enquête, 2021.

Les manifestants pacifiques conçoivent principalement les actions de la police en période électorale comme des actions destinées à maintenir principalement l'ordre et la sécurité. Leur système périphérique illustre cette construction avec des items tels « justice, maintien de l'ordre, paix », même si des occurrences de type stigmatisant subsistent notamment « violence, affrontements ».

A l'opposé, les manifestants violents associent essentiellement aux actions de la police en période électorale, des aspects violents. Pour eux, les actions de la police en période électorale sont mues par la volonté de servir le pouvoir politique en place. Cette conjoncture est de nature à conduire aux affrontements qui se soldent par des destructions de biens publics et privés, des blessés, voire des morts.

2.2. Mesure du lien entre niveau de confiance en la police et recours ou non à la violence chez des sous-groupes de populations investigués

La mesure du niveau de confiance en la police sur le recours ou non à la violence en période électorale chez les manifestants s'opère avec le khi 2 et le V de Cramer.

Tableau 9 : Distribution croisée entre les variables niveau de confiance en la police et statuts des manifestants

		Niveau de confiance en la police	Pas du tout confiance	Moyennement confiance	Tout à fait confiance	Total
Statut des manifestants	Pacifiques	Nb	11	16	7	34
		%	32,4%	47,1%	20,6%	100,0%
	Violents	Nb	23	14	1	38
		%	60,5%	36,8%	2,6%	100,0%
Total		Nb	34	30	8	72
		%	47,2%	41,7%	11,1%	100,0%

Source : Enquête, 2021.

Les résultats obtenus montrent que plus des deux tiers des participants ayant eu recours à des manifestations pacifiques (67,7 %) indiquent avoir moyennement ou tout à fait confiance en la police. A l'inverse, les participants ayant eu recours à des manifestations violentes s'alignent à 60,5 %, sur la modalité « sans avoir confiance en la police ». Ces acquis sous-tendent une relation entre le niveau de confiance en la police et le caractère violent ou non de la manifestation.

Tableau 10 : Tests de validation du lien entre niveau de confiance et recours à la violence par les statistiques du test du Khi-deux et du V de Cramer

	Valeur	Ddl	Signification asymptotique (bilatérale)
<u>khi-carré de Pearson</u>	8,673 ^a	2	,013
Rapport de vraisemblance	9,301	2	,010
Association linéaire par linéaire	8,314	1	,004
N d'observations valides	72		

a. 2 cellules (33,3%) ont un effectif théorique inférieur à 5.
L'effectif théorique minimum est de 3,78.

	Valeur	Signification approximative	
Nominal par Nominal	Phi	,347	,013
	V de Cramer	,347	,013
N d'observations valides	72		

Source : Enquête, 2021.

Les résultats du test du rapport de vraisemblance indiquent une significativité (P-sig 0,013 < Pseuil =0,05) de la relation entre le niveau de confiance en la police et le caractère violent ou non de la manifestation au seuil de risque de 5%. La valeur du V de Cramer (0,347) précise que cette relation est modérée entre les deux variables. En d'autres termes, d'autres variables non moins pertinentes (non-prises en compte ici), semblent moduler le lien entre le niveau de confiance en la police et le caractère violent ou non de la manifestation dans le cadre de la présente étude.

III. Discussion des résultats

La présente étude a porté sur les représentations sociales des actions de la police nationale et le recours à la violence chez des populations à Abidjan en période électorale. Elle pose le problème de la persistance des confrontations violentes entre police et populations comme facteur de troubles et de menace pour la paix et la stabilité du pays. Sur la base théorique des représentations sociales, l'étude soutient que le recours à la violence chez des populations contre les forces de sécurité en

période électorale est lié à la prégnance dans leur champ représentationnel d'items discréditant et incriminant les actions initiées par la police.

La présente discussion est conduite selon les deux objectifs spécifiques retenus dans le cadre de la réflexion sur le lien entre représentations sociales et actions de la police dans un contexte de préélectoral.

Dans cette perspective, il s'agit dans l'objectif premier d'identifier les représentations sociales de la « police en général », des « élections » et des « actions de la police en période électorale ». Les résultats soulignent que les représentations sociales de la police en général renvoient de manière saillante à des items de valence négative comme « corruption » et « racket », même si la mission sécuritaire qui lui est assignée est reconnue de tous.

Ces résultats cadrent avec ceux de Yébouet (2006) et Yao (2014), qui avancent que l'image de la police ivoirienne présente une relative ambiguïté dans le jugement des Ivoiriens. Ainsi, Yébouet (2006) souligne-t-il aussi que la police accuse une mauvaise réputation chez les populations qui lui reprochent un certain nombre de dérives dont les plus flagrants sont le racket, des cas de mauvaises applications de la loi (bavures) et les incivilités. Mais ce jugement n'est pas sans appel puisque d'un autre côté selon lui, les populations continuent de recourir à la police en cas de situations nécessitant son intervention (Doumbia, 2016 ; Renaudie, 2020 ; Yao, 2015).

Relativement aux représentations sociales des élections, les résultats de la présente étude confirment la centralité des items liés aux aspects sécuritaires et violents des élections qui contredisent les valeurs et principes démocratiques selon les participants à l'étude. Ces données sont en résonance avec plusieurs travaux (Human Rights Watch, 2013 ; Yao, Méité, Bendé, 2017 ; Babo, 2021) qui indiquent le caractère violent des élections pour les populations qui vivent dans la crainte et la peur à l'approche de celles-ci. Il s'agit ici, de retenir qu'en période électorale, les actions de la police souffrent d'une construction ambivalente chez les populations selon leur statut (Houngnikpo, 2012). En effet, elles sont assimilées chez les populations ayant manifesté pacifiquement, à un impératif sécuritaire consistant en la protection des biens et des personnes dans un climat de paix (Kra, 2019 ; Yao, 2014a), tandis qu'elles représentent pour les populations ayant manifesté violemment, des actions violentes et provocatrices visant à réprimer les manifestations avec la complicité du pouvoir en place (Méité, Yao et Bendé, 2017 ; Yao, 2014 ; Doumbia, 2016).

D'autres travaux (Akindès, 2007 ; Berlière, 1996 ; Yao, 2014b) indiquent à cet effet, que les actes de défiance et confrontations violentes entre populations et police, surtout dans des contextes électoraux mettent en exergue le problème de la légitimité des institutions sécuritaires étatiques et de leurs actions.

Dans un second temps, il a été question d'analyser les dynamiques sociocognitives qui motivent le recours ou non à la violence chez les populations face à la police en période électorale. Dans la perspective d'analyse des dynamiques sociocognitives qui motivent

le recours ou non à la violence chez les populations face à la police en période électorale, la présente étude met en évidence un lien de correspondance significatif entre le niveau de confiance en la police et le caractère violent ou non de la manifestation. Ce résultat est corroboré par plusieurs travaux (Houngnikpo, 2012 ; Jobard, 2008a et 2008b ; Méité, Yao et Bendé, 2017) qui montrent que les participants aux manifestations suscitées en période électorale, semblent moins enclins à se soumettre à l'autorité des forces de sécurité, et prêts à s'y opposer, y compris de manière violente. Cet aspect spécifique rompt avec la routine habituelle faite de déférence ou de peur du policier (Yao, 2014 ; Doumbia, 2016).

Il devient possible de retenir en triangulant ces acquis (représentations sociales de la police en général, des élections et des actions de la police en période électorale), que les représentations sociales qui en résultent s'inscrivent dans un continuum qui lie constructions sociocognitives et pratiques des acteurs.

Pour Abric (2003), une représentation sociale, en tant qu'ensemble organisé et hiérarchisé des jugements, des attitudes et des informations qu'un groupe social donné élabore à propos d'un objet, permet à la communauté d'élaborer un processus d'appropriation de la réalité, de reconstruction de cette réalité dans un système symbolique. Pour dire les choses autrement, les représentations sociales négatives associées à la police en contexte hors-élection, trouvent leur prolongement pendant la conjoncture sensible d'exercice démocratique de choix des élus, et cela a une influence sur les pratiques agressives, à tort ou raison, contre les forces de l'ordre, même lorsque celles-ci assument leurs charges dans le strict respect de leur mission régaliennne (Jobard, 2008a ; Yao, 2014 ; Gaudusson, 2001).

Les représentations sociales ainsi intériorisées par les membres du groupe social (ici les groupes de manifestants), et donc collectivement engendrées et partagées, traduisent une certaine vision de la police, voire de l'ordre dominant au niveau sociétal, en rapport à l'histoire et au contexte social dans lequel ils baignent et des valeurs auxquelles ils se réfèrent (Abric, 2003 ; Fillieule, 1997 ; Gleizal, 1992). En ce sens, les violences urbaines, portées ici par les pratiques de violence contre le police en période électorale, présentent un caractère de violence proto-politique et ne sauraient être réduites à de simples actes de délinquance classique comme construits en criminologie (Jobard, 2008a ; Kra, 2019 ; Yao, 2014, 2015). Ces formes de connaissances socialement élaborées, partagées et instrumentées de manière pratique afin de construire cette réalité commune face à la police en général, et pendant les élections en particulier traduit un effet de vases communicants entre représentations sociales et pratiques sociales. Cette réalité repose sur des constats empiriques récurrents posés par les différents groupes d'acteurs (populations manifestantes) qui incriminent le déficit de sécurité dans les bureaux durant le vote. Ce vacuum serait le fait de la non-coordination des efforts entre les gestionnaires, les préposés, les forces de l'ordre et les administrateurs de l'organisme électoral (Le Réseau du savoir électoral ACE, 2022). Dans toutes les situations, les forces de l'ordre devraient être disponibles pour aider les gestionnaires à chasser des bureaux, les personnes qui refusent d'obéir aux directives en rapport avec la conduite des élections. Bien souvent, des griefs sont retenus par les

communautés contre les forces de l'ordre, en termes d'insuffisances ou d'inaction au niveau de s'assurer que les électeurs ne sont pas harcelés ou intimidés quand ils se rendent aux bureaux de vote et en reviennent ; d'établir des postes à l'extérieur des bureaux pour confisquer et entreposer les armes des électeurs pendant qu'ils sont dans les bureaux de vote ; de gérer l'évacuation et les mesures de sécurité en cas de catastrophe ; d'assurer le contrôle des perturbations à l'intérieur ou dans les environs des bureaux ; enfin de faire respecter le périmètre de sécurité autour des bureaux de vote (Le Réseau du savoir électoral ACE, 2022).

La plupart des études avancent le postulat selon lequel, les élections ne sont pas une cause profonde de violence (Fisher, 2002 ; USAID-NDI, 2014). Les élections se présentent plutôt comme une alternative industrielle lorsqu'elles respectent les canons démocratiques car elles sont pacifiques et soldent les effets de la compétition électorale qui peuvent conduire à la manifestation d'actes de violence (Alihodzic et Asplund, 2013 ; Atwood, 2012). Sur cette base, des élections crédibles, transparentes et ouvertes offrent justement la légalité et la légitimité utiles aux élus pour co-construire, de manière dynamique, avec les communautés, les forces de l'ordre et les autres acteurs, un cadre social propice au développement collectif et individuel.

Pour aller plus loin sur la question, nous pouvons retenir avec certains organismes notamment l'USAID et NDI (2014) dont l'expertise dans l'ingénierie électorale a été mainte fois attestée que :

Les élections constituent de ce fait des terrains où les actes de violence à l'encontre des symboles de l'Etat sont prompts à s'exprimer en raison des représentations sociales associées aux dépositaires de l'autorité publique et surtout par rapport aux forts enjeux liés à l'acquisition ou à la conservation du pouvoir d'Etat (Democratic Governance Group Bureau For Development Policy, 2007 ; USAID-NDI, 2014). Les cas de figures où les élections présentent un potentiel effet déclencheur de violence sont entre autres : 1° un degré élevé d'incertitude quant à l'issue de l'élection, en raison d'une intense concurrence, combinée à un manque de confiance du public dans le processus et/ou un manque de transparence ; 2° des groupes de population et/ou candidats aux élections qui s'attendent à être systématiquement empêchés d'accéder au pouvoir ; 3° des caractéristiques du système électoral qui produisent des résultats à enjeu élevé où le vainqueur remporte tout (PNUD, 2009).

Au demeurant, la conjugaison de tous ces éléments vient nourrir les ressentiments et les représentations sociales des communautés à l'égard de la police et de son rôle, surtout durant les périodes sensibles électorales ; ce qui potentiellement fait le lit à des pratiques agressives ou violentes dirigées contre les forces de l'ordre.

Conclusion

La présente contribution, en définitive, adresse la problématique des représentations sociales en lien avec les actions de la police nationale en période électorale, comme facteurs potentiels des pratiques de violences urbaines chez certains groupes contestataires.

Il incombe par conséquent aux pouvoirs publics et sécuritaires de travailler à l'amélioration des capacités de la police nationale et à sa professionnalisation dans le cadre du maintien de l'ordre et de la sécurité des populations.

L'accomplissement de cet agenda politico-sécuritaire qui est une préoccupation actuelle et urgente, eu égard aux multiples crises postélectorales en Afrique, pourrait prendre forme à travers des initiatives telles que, le maintien de liens étroits avec les leaders communautaires et religieux, les responsables des associations et autres acteurs-clés de la vie communautaire, les sensibilisations effectuées par les patrouilles pédestres de la police de proximité sont à explorer. La participation des populations et singulièrement celle des femmes au processus électoral, ou encore, la création d'une ligne téléphonique verte ouverte au public, afin de dénoncer les infractions électorales et les troubles à l'ordre public, sous couvert d'anonymat, seraient utiles pour faciliter les actions policières dans le cadre du processus électoral. Enfin, une politique de formation continue relative au bénéfice des forces de l'ordre sur les modules inhérents aux infractions usuelles électorales, à la gestion des foules en contexte électoral ou encore à la sécurisation des centres de vote devrait être approfondie.

BIBLIOGRAPHIE

-ABRIC, Jean-Claude (1994). « Les représentations sociales : aspects théoriques ». Dans ABRIC Jean-Claude (Ed). Pratiques sociales et représentations. Paris : PUF, 12-35.

-ABRIC, Jean-Claude (2003). « La recherche du noyau central et de la zone muette des représentations sociales », in Jean-Claude ABRIC (éd.). Méthodes d'étude des représentations sociales, 5980. Ramonville Saint Agne: Erès.

-ABRIC, Jean-Claude (2011). Pratiques sociales et représentations. Paris : PUF.

-AKINDES, Francis (2007). « La crise ivoirienne ou la réinvention risquée d'une nation ». Repères « international », 11-36. 32.

-ALIHODZIC, Sead et ASPLUND, Erik (2013). International IDEA : The Guide on Action Points for the Prevention and Mitigation of Election-related Violence. Disponible sur

<http://www.idea.int/elections/ermttool/upload/ERMT-Guide-on-Action-Points.pdf>

-APOSTOLIDIS, Thémis (2006). « Représentations sociales et triangulation : une application en psychologie sociale de la santé ». *Psicologia : Teoria e Pesquisa*, 22(2), 213-228.

-ATWOOD, Richard (2012). "How the EU Can Support Peaceful Post-election". (2012).

-BABO, Alfred (2021). « La Côte d'Ivoire au lendemain de l'élection présidentielle », *Études* 2021/2 (Février), p. 19-30.

-BANEGAS, Richard (2010). « La politique du « gbonhi ». Mobilisations patriotiques, violence milicienne et carrières militantes en Côte d'Ivoire ». *Genèse*, 25-44.

-BERLIERE, Jean-Marc (1996). *Le monde des polices en France*. Bruxelles : Editions Complexes.

-CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION JURIDIQUE (2001). Loi n° 2001-479 du 9 août 2001 portant Statut des personnels de la police nationale. Adopté le 2001-08-09 et publié dans le Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire (JORCI) le 2001-09-13, n° 37, p. 770-774.

<http://www.ilo.org> > dyn > natlex > natlex4.detail >

-CONAC, Gérard (1993). *La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : histoire, analyse et commentaires*. Paris : Economica.

-CONTE, Bernard et LAVENUE Jean-Jacques (1992). « La Côte d'Ivoire un an après les confrontations électorales de 1990 : hypothèses et hypothèques ». *R.J.P.I.C.*, janv.-mars, 1-27.

-CUSSON, Maurice et St-Yves, Michel (2012). « La police dans les situations explosives : l'emploi de la force et la négociation ». Dans M. Cusson, S. Guay, J. Proulx, & F. Cortoni, *Traité des violences criminelles*, p. 701-719. Montréal : Hurtubise.

-DEMOCRATIC GOVERNANCE GROUP BUREAU FOR DEVELOPMENT POLICY (2007). *Elections And Conflict Prevention*. Disponible sur http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/democratic-governance/electoral_systemsandprocesses/elections-and-conflict-prevention-guide.

-DOUMBIA, Naly Youla (2016). *Quand la manifestation tourne à l'émeute, les affrontements violents entre forces de l'ordre et manifestants en Côte d'Ivoire*. Thèse de doctorat (Ph.D.) en criminologie, Université de Montréal, École de criminologie, Faculté des arts et sciences, Montréal.

-FILLIEULE, Olivier (1997). *Stratégies de la rue, les manifestations en France*. Paris : Presses de Science Po.

- FISHER, Jeff. (2002). *Electoral Violence and Conflict: A Strategy for Study and Prevention*. IFES, 2002.
- GAUDUSSON, Jean du BOIS de (2001). « Les structures de gestion des opérations électorales ». In Francophonie et Mathias HOUNKPE, Alioune Badara GUEYE (2010). *Rôle des Forces de sécurité dans le processus électoral* 100 Bibliography 100 démocratie. Actes du Symposium international sur le bilan des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone (Bamako, 1er-3 novembre 2000). Paris : Editions Pedone, 214- 225.
- GLEIZAL, Jean-Jacques (1992). « La police en France ». Dans *Police d'Europe* (p. 159-208). Paris : L'Harmattan.
- HOUNGNIPKO, Mathurin (2012). « Armées africaines : chaînon manquant des transitions démocratiques ». *Bulletin de la sécurité africaine*, 1-8.
- HOUNKPE, Mathias et GUEYE, Alioune Badara (2010). *Rôle des Forces de sécurité dans le processus électoral : cas de six pays de l'Afrique de l'Ouest*. Abuja: Friedrich Ebert Stiftung.
- HUMAN RIGHTS WATCH (2012). *Bien loin de la réconciliation, Répression militaire abusive en réponse aux menaces sécuritaires en Côte d'Ivoire*, Londres, Amnesty International Publications, 2012.
- HUMAN RIGHTS WATCH (2013). *La loi des vainqueurs « situation des droits humains deux ans après la crise post-électorale »*. Londres, Amnesty International Publications, 2013.
- INS/PNUD (2020), *Evaluation de l'impact du COVID-19 sur l'activité des entreprises du secteur formel, Rapport final*, Ministère du Plan et du Développement, Côte d'Ivoire, Abidjan.
- JOBARD, Fabien (2008a). « La militarisation du maintien de l'ordre, entre sociologie et histoire ». *Déviances et Société*, p. 101-109.
- JOBARD, Fabien (2008b). « L'autorité de la police. Vacarme », p. 36-37. Jobard, Fabien & de Maillard, Jacques (2015). *Sociologie de la police*. Paris : Armand Colin.
- KOUDOU, Opadou et CUSSON, Maurice (2017). « Yopougon : concentration criminelle et points chauds ». In CUSSON Maurice, DOUMBIA Naly Youla et YEBOUET Boah Henry (sous la direction de). *Mille homicides en Afrique de l'Ouest* (223-237). Montréal : Les Presses Universitaires de Montréal.
- KRA, Armande (2019). *Violences électorales et crise de légitimité : quel modèle de démocratie pour l'Afrique ?* Thinking Africa : IREP.
- LEFEBVRE, B. (1991). « L'argent et le secret : dégradations et recompositions ». Dans

L'honneur, image de soi ou don de soi : un idéal équivoque. Paris : Autrement.

-LE PAPE, Marc (2003). Les politiques d'affrontement en Côte d'Ivoire 1999-2003.

-LE RESEAU DU SAVOIR ELECTORAL ACE (2022). Electoral Insight – International Electoral Co-operation. <http://www.aceproject.org>.

-MEITE, Zoumana, YAO, Kouakou Daniel et BENDE, N'Dasso Flore Ben bac épse Kouacou (2017). « Représentations sociales des crises ivoiriennes et comportements à l'égard de la politique ». Abidjan : Revue Sociétés & Économies, n° spécial colloque LAASSE-2017, n° 2311-6501.

-MOSCOVICI, Serge (1961). La psychanalyse son image son public. Paris : Presse Universitaire Francophone.

-PNUD (2009). Élections et prévention des conflits : Guide d'analyse, de planification et de programmation. PNUD.

-RENAUDIE, Olivier (2020). « La police sanitaire : un outil au service de la lutte contre le Coronavirus ». Civitas Europa, 45, 43-55. <https://doi.org/10.3917/civit.045.0043>.

-UNICEF/RISE (2020), Analyse qualitative : Maladie à Coronavirus (COVID-19) en Côte d'Ivoire. Quelles conséquences sur les ménages vulnérables et les services sociaux de base ? Rapport, Côte d'Ivoire, Abidjan.

-UNITED NATIONS OFFICE FOR WEST AFRICA –UNOWA (2009). Ballots not bullets (Elections and Security in West Africa) : The Role of Security Institutions during Electoral Processes. UNOWA issue papers, May 2009.

-USAID-NDI, (2014). Guide de surveillance du NDI pour le Réseau mondial d'observateurs nationaux des élections (GNDEM). L'Institut national démocratique pour les affaires internationales.

-VERGES, Pierre (1992). L'évocation de l'argent : Une méthode pour la définition du noyau central d'une représentation [The evocation of money: A method for defining the central core of a representation]. Bulletin de Psychologie, 45(405), 203-209.

-YAO, Kouakou Daniel (2014). Violences urbaines et représentations sociales des populations du district d'Abidjan. Thèse de doctorat de Criminologie, psychocriminologie, UFR Criminologie, Université Félix Houphouët-Boigny, inédit, Abidjan.

-YAO, Kouakou Daniel (2014). « Violences urbaines et représentations sociales des populations du district d'Abidjan : effet de contexte sur la production des évocations ». Revue Africaine de Criminologie, n° 15, 8-19.

-YAO, Kouakou Daniel (2015). « Violences urbaines et représentations sociales des populations du district d'Abidjan : effet de contexte sur la production des évocations ».

Revue Africaine de Criminologie, n° 15, 8-19.

-YEBOUET, Boah Henry (2004). « Le phénomène des tracasseries policières sur les routes de Côte d'Ivoire ». RICPTS, p. 287-304.

1 La police avec sa fonction subalterne d'exécutant, ne maîtrise pas les motifs liés à la manifestation et n'intervient qu'au bout de la chaîne. La police dépend de la hiérarchie notamment le ministère de l'Intérieur, autorité de tutelle.

2 Au plan théorico-méthodologique, cette approche permet une étude contextualisée des processus sociocognitifs qui interviennent dans la construction des risques, en opérationnalisant la double nature, produit/ processus, de la représentation (T. Apostolidis, 2006, p. 211).

3 Premièrement, la case en haut à gauche retient les éléments susceptibles d'appartenir au noyau central. Ensuite, la seconde case en haut à droite (première périphérie), enregistre les éléments gravitant autour des éléments qui appartiendraient au noyau central. La troisième case en bas à gauche regroupe les items évoqués par très peu de personnes mais dont l'importance n'est pas à négliger (case est la zone muette). Enfin, la case en bas à droite inclut les items qui n'ont pas une grande influence dans la détermination de la centralité (zone périphérique).